LE SEIZE OCTOBRE DEUX MIL VINGT ONT ÉTÉ CONVOQUÉS MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS MUNICIPAUX EN VUE DE LA RÉUNION QUI DEVAIT AVOIR LIEU LE VINGT DEUX OCTOBRE DEUX MIL VINGT.

SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2020

LE VINGT DEUX OCTOBRE DEUX MIL VINGT, VINGT HEURES, LE CONSEIL MUNICIPAL, LÉGALEMENT CONVOQUÉ S'EST RÉUNI A LA MAIRIE DE QUINCAMPOIX SOUS LA PRÉSIDENTE DE MONSIEUR ÉRIC HERBET, MAIRE.

ÉTAIENT PRESENTS : MM HERBET Eric, FAKIR Valérie, ROLLINI André, LOPEZ Valérie, DURAN Francis, MAMIER Nadège, LECLERC Régis, LEBRET Fanny, CASSIAU Pascal, FOLLET Rémi, CALLEWAERT Véronique, BOUREL François, HOLLVILLE Frédérique, DESOUBRY Sandrine, METAIS Emilie, ROUAS Charles, PETIT Nicolas, SIBBILLE Baptiste.

ABSENTS EXCUSES : Mesdames BLANCHET Florence et LEROY-TESTU Gladys ; Messieurs BURGAN Jean-Luc, MINCKWITZ Jean-Paul et BOQUEN Erick.

POUVOIR : Madame BLANCHET donne pouvoir à Madame LOPEZ.

Madame LEROY-TESTU donne pouvoir à Monsieur SIBBILLE.

Monsieur BURGAN donne pouvoir à Madame FAKIR.

Constat est fait que les conditions de quorum sont remplies.

Monsieur Pascal CASSIAU est nommé secrétaire de séance.

Une minute de silence est observée en la mémoire de Monsieur Samuel PATY.

1. PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 11 JUILLET 2020

Au regard de l'objet spécifique de la réunion du Conseil municipal du 11 juillet dernier, le procès-verbal demandé par les Services de l'Etat a revêtu une forme particulière. Celui-ci est annexé à la présente note de synthèse.

Adopté à l'unanimité.

2. DECISIONS DU MAIRE

2.1. Renonciation à l'exercice du droit de préemption urbain

N°DIA	DATE DE RECEPTION	NOM ET ADRESSE DU DECLARANT	NOM ET ADRESSE PROPRIETAIRE	DESIGNATION DE LA PARCELLE			PRIX PROPOSE PAR LE PROPRIETAIRE	DECISION
				REF CADASTRALE	ADRESSE TERRAIN	SURFACE		
								RENONCIATION
								DATE DE NOTIFICATION
07651720DIA016	22/06/2020	Me Hubert DUDONNE Notaire à Isneauville	Mme GOMARIN Nadine, 10 Résidence le Val des Poiriers	AB37	10, Résidence le Val des Poiriers	1618 m ²	396 110 €	21/07/2020
07651720DIA017	25/06/2020	Me Maxime GUERILLON Notaire Yerville	COUNIENC Catherine, 212 rés. Clément Ader	AD 38	212 Résidence Clément Ader	455 m ²	224 000 €	21/07/2020
07651720DIA018	06/07/2020	Me Pascale PETIT-VHARTREL Notaire à ROUEN	MOCKEL Thierry 90 rue Maurice Ducatel	AD 50	90 rue Maurice Ducatel	635 m ²	230 000 €	13/07/2020
07651720DIA019	04/08/2020	Me Arnaud DESBRUERES, Notaire Isneauville	Madame CAILLE Elise, 1817 rue de Cailly	AI 13	1817 rue de Cailly	759 m ²	150 000 €	04/08/2020
07651720DIA020	05/08/2020	Me Louise GRAY-MEURICE 109 route de Neufchâtel, ISNEAUVILLE	TETAERT 10 résidence le village	AK 227 - ZK 23	10 rés.le village et le bourduin hameau	1066 m ²	338 000 €	06/08/2020

07651720DIA021	11/08/2020	Me Louise GRAY-MEURICE 109 route de Neufchâtel, ISNEAUVILLE	Madame GUILLAUME Caroline, 12 résidence georges Guynemer	AH 125	12 résidence georges Guynemer	1055 m ²	302 000 €	13/08/2020
07651720DIA022	11/08/2020	Me Jean-Pierre DAMOURETTE, 7 grande rue CAILLY	LE LIBOUX Hervé et LEFEBVRE Dominique, 59 Imp. des écoliers	AE 128	508 rue aux juifs	590 m ²	100 000 €	13/08/2020
07651720DIA023	20/08/2020	Me Bruno TENIERE 14 rue Jean Lecanuet CS 50580 76006 ROUEN CEDEX	CHEMIN Benjamin et BREDEL Cassandra 75 résidence Clément Ader	AD 28	75 résidence Clément Ader	475 m ²	235 000 €	25/08/2020
07651720DIA024	25/08/2020	Me Jean-Pierre DAMOURETTE, 7 grande rue CAILLY	SAMOES Duarte Augusto 1598 rue de Cailly	AK 14	100 rue de la bucaille	76 m ²	142 000 €	02/10/2020
07651720DIA025	01/09/2020	Me Arnaud DESBRUERES, Notaire Isneauville	FLECHELLE Alexandre 164 route de Neufhâtel	AM7	164 route de Neufchâtel	590 m ²	200 000 €	02/09/2020
07651720DIA026	17/09/2020	Me Jérôme PARQUET, 3rue Charles de Gaulle NOTRE DAME DE BONDEVILLE	PARISSET Christophe et Christelle 14 rés. Costes et Bellonte	AI 32	14 rés. Costes et Bellonte	937 m ²	255 000 €	01/10/2020
07651720DIA027	24/09/2020	Me Jérôme PARQUET, 3rue Charles de Gaulle NOTRE DAME DE BONDEVILLE	SCI HUCHETTE, 663 rue aux juifs	AD 202p	226 rue Maurice Ducatel	2606 m ²	160 000 €	01/10/2020
07651720DIA028	09/10/2020	Me Charles-Edouard BLAISET, 35 place de la Mairie, 76230 QUINCAMPOIX	Madame LEMBOUCHER Brigitte, 1 résidence Georges Guynemer II	AH 118	1 résidence Georges Guynemer II	1000 m ²	330 000 €	12/10/2020

Le conseil municipal prend acte de ce compte-rendu des décisions du Maire.

3. DIVERS POUR INFORMATION

- Monsieur le Maire informe le Conseil municipal de l'état d'avancement de la procédure de désignation de l'architecte chargé de la réalisation du regroupement scolaire.
- Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'il souhaite engager les démarches en vue de procéder à la dénomination en normand du nom de la Commune.
- Monsieur le Maire informe le Conseil municipal des résultats d'un contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.

4. DECISIONS A PRENDRE OU A ENVISAGER

4.1. Convention scolaire avec la Commune d'Isneauville

L'article L. 212-8 du Code de l'Education indique à son premier paragraphe que : « *Lorsque les écoles maternelles ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence (...)* ».

La Commune d'Isneauville a souhaité revoir les modalités de prise en charge des frais de scolarité des enfants domiciliés à Quincampoix et scolarisés sur son territoire.

En conséquence, un projet de convention, ci-annexé, a été établi. Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur ce projet et à autoriser Monsieur le Maire à le signer.

Une question est posée sur les critères devant entrer en ligne de compte dans un changement d'affectation. Il est précisé que ceux-ci seront appréciés au cas par cas et que les motifs de toute demande devront être légitimes.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.2. Convention de financement des masques réutilisables distribués aux habitants lors de la pandémie Covid - 19

Au plus fort de la pandémie de la Covid 19, la Communauté de Communes a passé commande des masques sanitaires réutilisables via un groupement de commandes associant la majeure partie des 64 communes membres. Comme convenu, la prise en charge du coût du premier masque distribué à l'habitant est assurée par la Communauté de communes et celle du second masque par la Commune de résidence de l'habitant bénéficiaire. Les habitants de la Commune de Quincampoix ont bénéficié de 6156 masques, dont 3078 masques à la charge de la Commune. Conformément au bilan financier annexé à la convention ci-jointe, le coût unitaire du masque est arrêté à 2,43 € et la somme due par la Commune est établie à 7479,54 €.

Le Conseil municipal est donc sollicité pour autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée et à engager budgétairement les sommes qui y sont mentionnées.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.3. Désignation à la Mission locale

La Mission Locale de l'Agglomération rouennaise a sollicité la Commune afin que celle-ci désigne son (sa) représentant(e) au sein des instances de la Mission Locale pour assister aux séances institutionnelles et prendre part à ses décisions.

Dans le cadre d'une approche globale des problématiques de la jeunesse, les activités principales de la Mission Locale concernent l'accueil, l'information, l'orientation, le conseil, l'accompagnement du public, l'ingénierie de projet et la mise en œuvre d'un observatoire de la situation des jeunes de l'agglomération.

La Mission Locale intervient dans le domaine de la formation et de l'emploi, mais aussi dans le champ de l'accès au logement, aux transports, aux soins, aux droits, aux loisirs et à la culture.

Elle reçoit, oriente et accompagne les jeunes de 16 à 25 ans :

- pour choisir un parcours professionnel et déterminer un métier
- pour découvrir un secteur professionnel
- pour créer leur propre activité
- pour effectuer un service civique
- pour intégrer un parcours de formation qualifiant
- dans leur recherche d'emploi
- dans leur recherche de logement sur Rouen ou son agglomération
- pour bénéficier d'un point d'écoute.

Monsieur le Maire propose que madame Valérie FAKIR, Adjointe en charge des Affaires sociales et vice-Présidente du Centre communal d'Action sociale puisse représenter la Commune et être désignée à cet effet.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.4. Prise en charge des frais d'étude relative aux cavités souterraines

Monsieur le Maire présente à l'assemblée les propositions de la commission Voirie pour le financement d'investigations destinées à lever les suspicions sur les indices 76517-028 du RICS, et visant à attribuer une subvention à :

- Monsieur et Madame TETAERT, domiciliés 10, résidence du Village.

Le Conseil Municipal est donc sollicité pour l'attribution d'une subvention de 4000 euros, correspondant au plafond, pour Monsieur et Madame TETAERT (pour une dépense TTC de 13 704,48 €).

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.5. Désignation d'un représentant de la Commune au Comité national d'action sociale

Il est rappelé à l'assemblée que la collectivité adhère au Comité national d'action sociale, organisme à vocation sociale et dont l'ensemble des agents de la Commune bénéficie.

A l'occasion du renouvellement des conseils municipaux, il est nécessaire de nommer un délégué au collège des élus afin de participer aux assemblées générales.

Monsieur le Maire propose que madame Valérie FAKIR, Adjointe en charge des Affaires sociales, puisse représenter la Commune et être désignée à cet effet.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.6. Conventions financières avec le Syndicat départemental d'Energie de la Seine-Maritime

Monsieur le Maire présente le projet préparé par le SDE76 pour l'affaire Eff+EP-2019-0-76517-M2841 et désigné "Rue du Sud" dont le montant prévisionnel s'élève à 204 204,00 € T.T.C. et pour lequel la commune participera à hauteur de 80 757,00 € T.T.C.

Après délibération, il est demandé au Conseil communal :

- d'adopter le projet ci-dessus ;
- d'inscrire la dépense d'investissement au budget communal de l'année 2020 pour un montant de 80 757,00 € T.T.C.
- de demander au SDE76 de programmer ces travaux dès que possible ;
- d'autoriser Monsieur le maire à signer tout acte afférent à ce projet, notamment la Convention correspondante à intervenir ultérieurement.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

Monsieur le Maire présente également le projet préparé par le SDE76 pour l'affaire Eff+EP-2019-0-76517- 3012 et désigné "Rue aux Juifs" dont le montant prévisionnel s'élève à 142 854,00 € T.T.C. et pour lequel la commune participera à hauteur de 48 714,50 € T.T.C.

Après délibération, il est demandé au Conseil communal :

- d'adopter le projet ci-dessus ;
- d'inscrire la dépense d'investissement au budget communal de l'année 2020 pour un montant de 48 714,50 € T.T.C.

- de demander au SDE76 de programmer ces travaux dès que possible ;
- d'autoriser Monsieur le maire à signer tout acte afférent à ce projet, notamment la Convention correspondante à intervenir ultérieurement.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.7. Délégation permanente du Conseil municipal au Maire.

Par courrier en date du 22 septembre 2020, Monsieur le Préfet appelle l'attention de la Commune sur la délibération adoptée par le Conseil municipal du 11 juin dernier, relative au régime des délégations accordées par celui-ci à Monsieur le Maire. Les délégations ainsi formulées nécessitent des précisions retranscrites en italique dans le texte ci-dessous.

Pour rappel, Monsieur le Maire indique que les dispositions de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale il sollicite, pour la durée du présent mandat, de lui confier les délégations suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, *dans la limite de 1 000 euros*, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, *dans les limites de 750 000 euros*, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code *et dans la limite de transactions inférieures à 400 000 euros* ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, *de façon générale, pour tout type d'action et devant les deux ordres de juridictions*, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux *dans la limite de 4000 €* ;
- 18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un *montant maximum de 250 000 €* ;
- 21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune *et par voie conventionnelle*, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, *dans la limite des opérations inférieures à 400 000 euros et par voie conventionnelle* ;
- 23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
- 24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre *dans la limite d'une cotisation inférieure à 1000 €* ;
- 25° De demander à tout organisme financeur, *sans limite de montant et selon les plans de financement adoptés par le Conseil municipal*, l'attribution de subventions ;

26° De procéder, *sans limitation d'objet, de fréquence ou de montant relatif à l'opération*, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

27° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

28° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Pour rappel, les décisions prises par lui dans ce cadre en vertu de l'article L. 2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Les décisions prises en application de celles-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales. Le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Le conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

Le conseil municipal est invité à adopter les délégations au Maire comme susvisées et précisées dans leurs limitations respectives.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.8. Recrutement d'un enseignant dans le cadre d'une activité accessoire.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal qu'il apparaît nécessaire de procéder au recrutement d'un intervenant pour animer les temps d'activité périscolaire dans le cadre de la prise en charge des enfants scolarisés dans les classes de la Commune.

Cette activité pourrait être assurée par un enseignant, fonctionnaire de l'Education nationale, dans le cadre de la réglementation des cumuls d'activités qui permet aux fonctionnaires d'exercer une activité accessoire d'intérêt général auprès d'une personne publique, à condition d'y être autorisé par son employeur principal.

Pour la rémunération, une réglementation spécifique, fixée par le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 et la note de service du Ministère de l'Education nationale du 26 juillet 2010, précise les montants plafonds de rémunération des heures effectuées dans ce cadre, montants différents selon que l'activité relève de l'enseignement ou de la simple surveillance, et selon le grade détenu par les intéressés dans leur emploi principal.

D'autre part, conformément aux dispositions régissant le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires, la rémunération afférente à cette activité accessoire sera soumise aux seules cotisations suivantes : CSG, CRDS, et, le cas échéant, 1% solidarité et RAFFP.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil de l'autoriser à procéder au recrutement de cet intervenant et de fixer la rémunération afférente à cette activité accessoire.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, est invité à autoriser le Maire à recruter un fonctionnaire du ministère de l'Education nationale pour assurer des tâches d'animation pendant les temps d'activité

périscolaire. Le temps nécessaire à cette activité accessoire est évalué à 2 heures par semaine. L'intervenant sera rémunéré conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, et notamment celles correspondant au grade de l'intéressé et au taux horaire "enseignement" du barème fixé par la note de service précitée du 26 juillet 2010.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.9. Convention entre la Commune et la Communauté de communes Inter Caux-Vexin en matière d'urbanisme.

La convention ci-annexée, prise en application de l'article L5214-16-1 du CGCT, a pour objet de définir les modalités de travail entre la Commune et la Communauté de communes Inter Caux-Vexin, en matière d'urbanisme, et ce en respectant les responsabilités de chacune des parties, en assurant la protection des intérêts communaux et communautaires, et en garantissant le respect des droits des administrés.

Ladite convention concerne les autorisations, déclarations et actes relatifs à l'utilisation du sol pour la délivrance desquels le maire est compétent au titre de l'article L 422-1 du code de l'urbanisme :

- Permis de Construire (PC)
- Permis d'Aménager (PA)
- Permis de Démolir (PD)
- Déclarations Préalables (DP)
- Certificats d'Urbanisme dits "opérationnel" (CUB) au sens de l'article L.410-1-b) du code de l'urbanisme.

Sont exclus les actes demeurant de la compétence de l'Etat visés aux articles L.422-1 et R.422-1 du code de l'urbanisme. Les autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols non cités ci-dessus sont instruits par la commune, qui peut néanmoins bénéficier d'une assistance juridique et technique du service ADS.

Après examen et délibération, le Conseil municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.10. Convention entre la Commune et la Direction générale des Finances Publiques en vue de l'adhésion au service PAYFIP

A plus ou moins brève échéance, la plupart des collectivités locales et de leurs établissements publics vont être tenus de proposer à leurs usagers une solution de paiement en ligne, selon un dispositif inscrit dans la loi de finances rectificative du 28 décembre 2017. Le calendrier de mise en œuvre de cette obligation s'échelonne du 1^{er} juillet 2018 au 1^{er} janvier 2022, selon le montant des recettes

annuelles facturées par chaque entité en 2017, au titre de ses ventes de produits, marchandises ou prestations de services. La Commune de Quincampoix est concernée par la mesure à partir du 1^{er} juillet 2020.

Cette mesure s'applique tant sur les recettes inscrites sur le budget principal que, le cas échéant, sur celles des budgets annexes. Pour les régies de la Commune, la mesure implique soit de proposer à nos usagers un paiement par carte bancaire (paiement au comptant) soit d'offrir le paiement en ligne.

Dans ce cadre, la direction générale des Finances publiques a développé une solution appelée PAYFIP, qui permet à l'usager de régler ses factures à n'importe quel moment, de n'importe où et sans frais, soit par carte bancaire, soit par prélèvement unique.

L'adhésion au service PAYFIP se fait au moyen notamment d'une convention dont le modèle est annexé à la présente note. Une fois l'adhésion complétée, un numéro PAYFIP est attribué à la collectivité, numéro qui doit être porté sur les avis de sommes à payer adressés aux usagers afin de leur permettre ensuite de payer en ligne.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'adhésion à ce service et à autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.11. Acquisition de parcelles

Monsieur André ROLLINI, Adjoint au Maire en charge de la Voirie, a pris contact avec les propriétaires mentionnés ci-dessous en vue de l'acquisition par la Commune de parcelles dont les références sont indiquées ci-après. L'objet et le montant de ces acquisitions sont également mentionnés. Celles-ci se feront chacune à l'euro symbolique, auxquels il conviendra d'ajouter les frais notariés. L'ensemble des propriétaires actuels a donné son accord pour ces acquisitions par la Commune. La Commission Voirie a également formulé un avis positif.

Parcelle	Propriétaires	Surface	Objet de l'acquisition	Prix d'acquisition
Partition du n°39 Section AK 000 AK 01	Madame BURETTE domiciliée 98, place de la Mairie à Quincampoix	10 m ²	Implantation d'une armoire SRO en vue du déploiement de la fibre optique sur le territoire communal	1 euro symbolique
Parcelle n°36 section ZB	Monsieur et Madame QUARDEL, 361 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	5 m ²	Raccordement d'un cheminement piétonnier	1 euro symbolique
Parcelle n°38 section ZB	Monsieur LEPAGE, rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	3 m ²	Raccordement d'un cheminement piétonnier	1 euro symbolique
Parcelle n°29 section ZB	Monsieur et Madame HUET, 321 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	12 m ²	Raccordement d'un cheminement piétonnier	1 euro symbolique
Parcelle n°28 section ZB	Monsieur et Madame GRENES, 317 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	13 m ²	Raccordement d'un cheminement piétonnier	1 euro symbolique

Parcelle n°27 section ZB	Monsieur et Madame PESQUE, 273 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	15 m ²	Raccordement d'un cheminement piétonnier	1 euro symbolique
--------------------------	---	-------------------	--	-------------------

Après délibération, le Conseil municipal est donc invité à :

- décider l'acquisition par la Commune des parcelles suivantes, chacune à l'euro symbolique :

Parcelle	Propriétaires	Surface
Partition du n°39 Section AK 000 AK 01	Madame BURETTE domiciliée 98, place de la Mairie à Quincampoix	10 m ²
Parcelle n°36 section ZB	Monsieur et Madame QUARDEL, 361 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	5 m ²
Parcelle n°38 section ZB	Monsieur LEPAGE, rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	3 m ²
Parcelle n°29 section ZB	Monsieur et Madame HUET, 321 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	12 m ²
Parcelle n°28 section ZB	Monsieur et Madame GRENES, 317 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	13 m ²
Parcelle n°27 section ZB	Monsieur et Madame PESQUE, 273 rue de la Mare aux Loups à Quincampoix	15 m ²

- désigner Maître DESBRUERES, notaire à Isneauville, pour rédiger les actes d'acquisition correspondants, les frais qui leur sont liés étant à la charge de la Commune ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents en rapport avec ces dossiers.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2020.

M. PETIT s'interroge sur les frais de bornage et les conditions de passation de la commande. M. ROLLINI précise avoir établi 3 devis comparatifs. Le moins disant sera retenu.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

4.12. Détermination du taux de la taxe d'aménagement.

Conformément à l'article L. 331-14 du Code de l'urbanisme, le Conseil municipal doit délibérer avant le 30 novembre de chaque année sur l'instauration de la taxe d'aménagement et la fixation des taux d'imposition, uniques ou sectorisés, ainsi que sur les exonérations facultatives éventuelles, totales ou partielles, en vertu de l'article L. 331-9 du code précité.

La dernière délibération du Conseil datant de 2011, il vous est proposé d'acter le maintien du taux de 5% et des dispositions antérieures, à savoir l'absence d'exonération.

Le Conseil municipal est donc invité à se prononcer sur le maintien, sans exonération, de la taxe d'aménagement à un taux de 5% sur l'ensemble du territoire de la Commune.

Le conseil municipal adopte l'ensemble de ces dispositions à l'unanimité.

5. PAROLES AUX COMMISSIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Les présidents de Commission font état de leurs derniers travaux.

M. SIBBILLE souhaite savoir si les dossiers d'inscription au Centre de Loisirs pourraient être mis en ligne sur le site Internet de la Commune. La réponse est favorable.

La séance est levée à 22 heures 30.